

Manifs des Gilets jaunes : une seule issue, le départ de Macron...



Une jeune femme prise sur le vif par le cameraman de l'une de ces télés dites d'information continue s'exprime : Macron n'a été élu président que par 25 % du corps électoral. 50 % des électeurs ne se sont même pas déplacés. Il n'a aucune légitimité.

(On se souvient aussi des embrouilles montées par « quelques-uns », qui ne manquaient en rien de moyens financiers, pour disqualifier ses concurrents.)

Autre témoignage, sur un autre canal, qui a déclenché les applaudissements de l'assistance : la classe politique (corrompue) vend la France et nos biens publics à des intérêts

étrangers et notamment à ses propres corrupteurs. En vendant nos autoroutes, construites avec l'argent public, nos aéroports, nos industries de tout calibre, elle déshérite le peuple, pire elle le dépouille.

Accusation particulièrement grave énoncée sans ciller par un homme du peuple devant un public et devant les caméras.

Les présidents, la présidence, soutenus par des gouvernements de godillots et par une classe politique pervertie, laisse entrer en France, fait entrer en France, et facilite par tous les moyens dont elle dispose l'invasion du pays par des envahisseurs hostiles depuis toujours à notre civilisation et à notre nation. De ce fait elle prépare notre soumission dont l'alternative est une sanglante guerre intestine, seul moyen bientôt d'éviter notre élimination de notre propre pays.

Le peuple souffre. Le peuple est attaqué (au sens propre du terme : il suffit de lire les journaux pour s'en assurer). Et ils ne font rien !

(Ils sont, de facto – ce qui n'est pas encore verbalisé tel que par les GJ – coupables de haute trahison envers la Nation.)

Pour conduire à bien leur projet, qui n'est rien d'autre que la disparition du peuple de France, ils écrasent ce même peuple sous les impôts et les taxes, et l'entravent par une réglementation tatillonne et vexatoire – un exemple parmi bien d'autres est cette limitation de vitesse à 80 km/h sortie du chapeau en tout début de législature, pour affirmer une autorité tendant à la tyrannie sans doute. (On a pu voir une réponse donnée par le peuple à cette mesure précisément dans la destruction de la majorité des radars routiers ces dernières semaines.)

Le pouvoir, qui se drape si facilement dans le mot « Démocratie », se soucie de l'avis du peuple comme d'une guigne même, surtout, sur les sujets qui méritent un

référendum, comme celui resté fameux de 2005 que pas un Français patriote, et ils sont encore légion, n'a oublié. Le pouvoir a signé là un aveu d'illégitimité en allant contre la volonté du peuple, solennellement exprimée. Une erreur irrémédiable.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas de cette revendication obstinée de référendum d'initiative populaire. Ainsi disparaîtraient les tabous imposés par la classe politique, ou même une infime partie de celle-ci !

Ces énarques suffisants, ces diplômés (voire faux-diplômés) d'une université en déshérence, ces individus prétentieux dont Castaner est l'archétype, traitent leurs compatriotes comme des demeurés dès qu'ils osent remettre en cause des directives venues d'en haut, et les lois iniques votées par des parlementaires aux ordres.

Le leitmotiv du petit peuple, entendu sur les ronds-points de province comme sur les avenues de la capitale : on nous prend pour des imbéciles, on nous prend *vraiment* pour des imbéciles. Et ce ne sont pas les injures répétées du président à l'adresse de ce peuple qui pourraient changer cette perception.

Un élément qui apparaît étonnamment au premier rang des doléances : la loi Taubira, imposée au forceps à la Nation et dont le peuple demande l'abrogation, et pour cela un référendum – fut-il d'initiative populaire !

Comment en effet a-t-on pu imaginer faire avaler à une société encore saine malgré le dressage subi depuis 1968 au moins, comment a-t-on pu imaginer lui faire avaler le « mariage » des invertis !? Sauf à vouloir se moquer avec la perversité la plus insupportables des traditions des gens sains qui, à l'occasion d'un engagement public, le mariage précisément, ont encore en vue la fondation d'une famille pour générer une descendance, elle-même appelée à s'agréger à la Nation. Et

faut-il rappeler ce truisme de la Nation, agrégation de familles ! Et peut-on, ose-t-on, considérer comme égaux ce contrat qui existe depuis l'aube des temps entre êtres sexués et l'association incertaine qui, éventuellement, peut se permettre bientôt (?) d'instituer un élevage d'animaux humains en dehors de toute norme civilisée..

On observe curieusement dans les manifestations des GJ des réminiscences du cycle des « Manifs pour tous ». Ils n'auraient pas défilé dans les rues de Paris à cette époque, sous ces bannières – pourtant reprises, pour certaines, par certains bataillons de Gilets jaunes – derrière des meneurs alors inconnus. Mais les GJ ne partagent-ils pas ce dernier trait précisément avec la « Manif pour tous » à ses débuts ? Ils n'étaient alors pas encore motivés, car inconscients du danger totalitaire qui se manifestait pourtant en cette occasion dans toute son intolérance à l'autre. Comme ils n'ont pas été pendant longtemps réactifs, malgré les mises en garde tant du Général de Gaulle que de Georges Marchais, aux dangers d'une immigration incontrôlée.

Pour les plus attentifs, le refus hautain de la pétition portée par 750 000 signatures de la « Manif pour tous » au président du CESE les a glacés. Ce dernier en a perdu dans l'instant toute légitimité dans sa fonction comme dans sa personne même. Il est des choses, en « démocratie », qui ne se font pas. Et c'est à ce personnage odieux qu'Emmanuel Macron envisage de confier la direction du « Grand débat », considéré par les GJ et leurs porte-paroles dès sa proposition par l'exécutif comme une tartufferie inacceptable.

Étonnant aussi, ce slogan de base, ce refrain des manifs CGT entendu ici et là chez les GJ : « Tous ensemble – tous ensemble », répété avec le staccato d'un tir de fusil d'assaut. Slogan suivi généralement de cet autre cri repris en chœur : « Macron, démission ! »

Ce pourrait être le cri de la fin, car ce jeune homme immature

n'a jamais eu aucune légitimité réelle, et en a aujourd'hui moins encore, si c'est possible..

Pour sortir la Nation du borbier où les sponsors du Prince-enfant nous ont conduits, la seule solution, clamée dans les rues des villes de France depuis bientôt trois mois est en effet la démission. Elle s'impose.

Jean Dubois